

# Rwanda

## Des parachutistes français prennent position sur l'aéroport de Kigali

Le Monde, 11 avril 1994

Les parachutistes français sont arrivés, samedi 9 avril, sur l'aéroport de Kigali, dans la perspective d'une éventuelle évacuation des ressortissants français. La capitale rwandaise est plongée dans le chaos depuis la mort du président Habyarimana et la situation risque de s'aggraver, les rebelles tutsis menaçant d'intervenir.

Quelque 190 militaires français, des parachutistes du 3<sup>e</sup> régiment parachutiste d'infanterie de marine, en provenance du Centrafrique, ont été déployés, samedi 9 avril, à l'aube, sur l'aéroport de Kigali, afin d'assurer l'évacuation éventuelle des 600 ressortissants français vivant au Rwanda. Cinq avions de transport Transall se sont posés, sans difficultés, sur l'aéroport, contrôlé par l'armée gouvernementale rwandaise, en présence de « *casques bleus* » belges. Ces derniers ont ensuite quitté les lieux.

La Belgique a également commencé à envoyer des parachutistes, samedi matin, en vue d'une éventuelle évacuation de ses 1 500 ressortissants, mais ceux-ci ne devaient, semble-t-il, pas se poser à Kigali. Environ 200 "marines" américains devaient aussi arriver, samedi matin à Kigali, dans la

perspective d'une opération conjointe franco-américaine. La violence qui sévit dans la capitale rwandaise depuis la mort, mercredi soir, du président Juvénal Habyarimana et de son homologue burundais Cyprien Ntaryamira, a « *sans doute fait, non pas des centaines, mais des milliers de morts* », à Kigali, selon le délégué du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) sur place, Philippe Gaillard. Ce dernier a précisé qu'il y avait, vendredi, 400 cadavres à la morgue de l'hôpital de Kigali et devant le bâtiment.

Les victimes sont des civils, hommes et femmes, ainsi que des militaires, tuées par balles, à l'arme blanche ou même lapidées. D'après plusieurs témoignages, la plupart d'entre elles sont tutsies. A l'exception du CICR qui compte 25 expatriés sur place, les organisations humanitaires ont décidé d'évacuer leur personnel, considérant qu'« *aucune action médicale ne peut être envisagée dans le chaos qui règne* ».

La nuit de vendredi à samedi a été beaucoup plus calme que les deux précédentes, bien que des tirs sporadiques à l'arme légère étaient entendus samedi matin, alors que la radio nationale an-

nonçait la formation d'un gouvernement intérimaire de crise.

Le président en exercice du Conseil de sécurité de l'ONU, le Néo-Zélandais Colin Keating, a annoncé à New-York que les factions rwandaises avaient conclu un cessez-le-feu, suite aux efforts « *très actifs* » de médiation du représentant spécial de l'ONU, le Camerounais Jacques-Roger Booh Booh.

Un gouvernement intérimaire a été formé dans la nuit : le nouveau président est l'ancien président de l'Assemblée nationale, Théodore Sindikubwabo, membre du parti du président Habyarimana (le Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement, MRND); les cinq ministres désignés sont issus des trois partis qui composaient le précédent gouvernement un du Mouvement démocrate républicain (MDR), trois du Parti social démocratique (PSD) et un du Parti libéral (PL); le premier ministre est Jean Kambada, membre du MDR, le principal parti d'opposition, dont était issu le premier ministre, Agathe Uwilingiyimana, assassinée jeudi, ainsi que dix « *casques bleus* » belges qui couvraient sa fuite [et non pas qui se rendaient à l'aéroport, comme indiqué par erreur dans nos éditions du 9 avril].

### Les rebelles tutsis menacent

Notre correspondant, Jean Hélène, nous signale, depuis Butaré, dans le sud du pays, que ce gouvernement est composé de personnalités opposées aux accords de paix d'Arusha, qui prévoyaient l'intégration de Tutsis dans le gouvernement et au Parlement. Il nous indique également que probablement en réaction à la formation de ce gouvernement la radio du Front patriotique

rwandais (FPR, tutsi), Radio Muhabura, a diffusé samedi matin une déclaration de guerre, par la voix du général Paul Kagamé, le commandant des forces du FPR, depuis Mulundi, dans le nord du pays, où est situé le quartier général de la rébellion tutsie. Selon un diplomate occidental, une intervention du FPR (dont les forces comptent quelque 20 000 hommes, contre 30 000 pour l'armée rwandaise) ferait « *basculer à nouveau le pays dans la guerre civile* ».

Pour sa part, l'armée rwandaise semble ne pas s'être engagée jusqu'à présent dans les combats aux côtés de la garde présidentielle. Elle a fait lire un communiqué sur les ondes de la radio nationale, appelant la population à la soutenir dans sa lutte contre les « *malfaiteurs* ». Selon elle, les exactions sont le fait de soldats en colère après la mort du chef de l'Etat. « *Les forces armées ne peuvent tolérer pareille conduite criminelle et honteuse* », a-t-elle prévenu.

Une cinquantaine de responsables rwandais, hauts fonctionnaires et ministres, se sont réfugiés avec leurs familles à l'ambassade de France à Kigali, et deux cents autres dans la résidence de l'ambassadeur des Etats-Unis. Notre correspondant nous indique que 42 expatriés ont été évacués vendredi par la route de la région de Butaré vers Bujumbura et que les camions qui assuraient la distribution de vivres dans les camps de réfugiés, dans le sud du pays, sont également partis vers le Burundi. Plus aucune distribution de vivres n'est donc assurée auprès des 340 000 Burundais réfugiés dans ces camps.

Enfin, le ministère français de la défense n'avait pas confirmé, samedi matin, la mort d'un sous-officier fran-

çais et de sa femme, à Kigali, annoncée par Radio France Internationale. « *Nous pensons que cette mort est probable mais nous n'en avons pas la certitude, tant que nous ne sommes pas allés voir sur place* », a-t-on indiqué au ministère. (AFP, Reuter.)